

Congo Durable

Congo
Durable

Nous sommes le changement!

Hebdomadaire indépendant d'analyses et de commentaires | Année 1, N°04 | 14 juin 2017

Contacts : 0995167443 | Rédaction : 0993838508 | 0994283459

Prix: 1500 FC



Dossier

Ex-Katanga

La société civile déteste-t-elle le découpage?

page 3

L'identité Katangaise, ce qu'il en reste

page 4

Environnement

Les 4 grands destructeurs des forêts du Katanga

page 8

Élections en RDC

Incertitude et tergiversations

Page 6

ESIS Salama

15 ans d'excellence
dans l'enseignement
supérieur

Page 5



Éditorial

Une société civile congolaise très malade

Malade. La société civile congolaise est malade, à l'image de la politique politicienne nationale qu'elle ne cesse de nourrir. Parfois, on arrive dans ce pays, à se demander sérieusement s'il existe de société civile digne de ce nom. A toute tendance politique, en effet, correspond ou presque, une société civile si bien que celle qui soit neutre devient très rare.

Plutôt que d'offrir une chance d'entente, les organisations de la société civile, trop divisées, préfèrent aller à la mangeoire, alimentant des crises les plus folles que rencontre la RDC. Et, cela n'est pas non plus rare : elles finissent par se déchirer entre elles. Tout le monde a besoin de manger, et manger seul. Quitte à oublier le peuple, « société civile » dont le nom sert désormais de fonds de commerce.

Eau, électricité, santé, emploi, édu-

cation de qualité, vie chère, expression libre, ... tout cela est rendu difficile en RDC avec le silence complice de la société civile. Tout cela est à jamais devenu un discours vidé de toute conviction. Plus de vrai plaidoyer, à défaut d'un lobbying.

Comment comprendre, sinon, qu'à Lubumbashi, des leaders passent de crise en crise sans se soucier de l'impact que cela a sur les pauvres qui manquent d'eau du robinet ?

Ils se battent pour des questions pour lesquelles, des personnes déléguées et se battant pour le changement, ne devraient pas. À la société civile du Katanga, un Katanga qui n'existe plus, on se bat pour l'influence, le pouvoir, la grandeur. Même dirigée par des religieux, en politique cela est arrivé aussi, notre société ne propose pas mieux. Il faut revoir les choses, à tous les niveaux...

Didier Makal

Infos en bref

•Le Rassemblement de l'opposition attend les élections avant la fin de l'année. À l'occasion du premier anniversaire de cette plateforme politique, son président Félix Tshisekedi a déclaré que le temps est venu de se remobiliser pour les élections avant le 31 décembre 2017.

•De nouvelles évasions des détenus à Kinshasa et à Beni. Le 10 juin, Kinshasa en a compté deux : au parquet de Matete et au poste de police de Mont Amba. Deux personnes y ont perdu la vie et 17 détenus se sont sauvés. À Beni, au Nord-Kivu, le 11 juin, ce sont au moins 935 prisonniers qui se sont fait la belle, alors que 8 personnes ont trouvé la mort, a indiqué Radio Okapi.

•Fibank dissoute, par la Banque centrale du Congo, Afriland First Bank récupère la clientèle lundi 12 juin 2017. Deogracias Mutombo, gouverneur de la Banque centrale calme les déposants et les épargnants. Selon lui, les actionnaires de Fibank ont été incapables d'apporter les capitaux frais et d'ouvrir un capital social de cette banque à d'autres investisseurs.

•3-1, la RDC victorieuse du Congo Brazzaville a réalisé une belle entame de la phase des groupes, pour le compte des éliminatoires de la CAN Cameroun 2019. La RDC a profité d'un doublet de Cédric Bakambu, sociétaire de Villareal en Espagne, et un but de Chancelle Bemba, à la fin de la partie. L'unique but des congolais

voisins était l'œuvre de Thierry Bifouma■

Congo Durable

Directeur de publication

Didier Makal, +243 99 51 67 443

d.makal@congodurable.net

Rédacteur en chef

Fidèle Bwirhonde, 099 3838 508

Secrétaire de rédaction

Éric Cibamba, 099 4283 459

Commercial

Richard Tujibikile, 097 22 666 11

Ont contribué à cette édition

- Alain Basila
- Didier Makal
- Éric Cibamba
- Fidèle Bwirhonde
- Richard Tujibikile
- Willy Mbuyu

La société civile déteste-t-elle le découpage?

Dans une RDC à vingt-six provinces, le Katanga qui n'existe plus, continue à revendiquer son existence. La société civile, en effet, continue à y croire. Elle s'appelle même Société civile « interprovinciale du Grand Katanga. » De quoi faire rêver les « katangaphiles ». Seulement, des structures provinciales, le cas de la société civile du Haut-Katanga, s'en trouvent gênées. Et, c'est à l'origine d'une crise qui n'en finit pas.



Enseigne devant le siège de la Société civile Interprovinciale du Katanga. Source: Gilbert Kyungu

La société civile refuse-t-elle le découpage territorial?

Deux ans après le passage de onze à vingt-six provinces en RDC, et d'une à quatre dans le Katanga, le Cadre de concertation de la société civile de l'ancien Katanga souffre à s'en remettre. Plutôt que de s'accommoder au changement, la maison des sociétés civiles de cette région est restée dans le « Grand Katanga. »

On aurait cru en un "début de reconnaissance" depuis l'adoption du concept « interprovincial » pour désigner ce Cadre de concertation. Mais les conflits de leadership qui ont ressurgi en mai 2017 interrogent plutôt sur le rôle de la structure « interprovinciale ». D'autant plus que dans une région éclatée en 4, les nouvelles provinces sont autonomes sur tous les plans : administration,

politique, économique, etc.

La société civile du Haut-Katanga à l'heure de son autonomie

Depuis quelques semaines, une crise de leadership secoue le comité de gestion du Cadre de concertation de la société civile des provinces du Katanga, dirigé par un collège de religieux présidé par l'évêque protestant, monseigneur Kapy. Le 26 mai, le comité des sages de cette direction a suspendu quatre responsables de la direction du Haut-Katanga.

Pour cause, d'après des sources internes, l'avocat Kalwa qui dirige le Cadre de concertation de la société civile du Haut-Katanga, avec un siège à Kipushi, a voulu organiser une élection des membres de la

directions, lui-même étant candidat. La direction interprovinciale n'ayant pas bien dirigé se voir contournée, elle a suspendu le coordonnateur provincial. Rejetant la mesure, l'avocat a lui aussi suspendu la direction interprovinciale. La crise est née.

Le gouverneur du Haut-Katanga joue à l'apaisement

« Point n'est besoin de répondre » à la question de savoir à qui profite cette scission au sein de la société civile, pense Jean-Luc Kayoko qui en est membre. Pour lui, « les problèmes de la société civile ne concernent personne. » Il prévient : « ne vous en mêlez pas ».

Mais le gouverneur Pande Kapopo n'aura pas traîné à s'en mêler. De lui est venu d'ailleurs un appel au calme, puis des rencontres de conciliations qui ont fini par une recommandation à « ne pas faire de déclaration » sur la crise, indique une source du gouvernement du Haut-Katanga ■

Éric Cibamba

Avril 2015 : de religieux mettent fin aux rivalités entre deux camps et assurent la transition à la Société civile du Katanga. **En octobre**, la Mairie de Lubumbashi installe un comité des sages dirigé par Mgr Augustin Kapy (protestant). Naissance de la structure « interprovinciale ». A. Kapy tente de suspendre la Commission médias, pour peu de médiatisation de sa position sur le Dialogue politique. **Mai 2017** : nouvelle crise entre le comité des sages et Kipushi.

L'identité Katangaise, ce qu'il en reste

Le goût de grandeur et d'unité qui cimenteraient la « katanganité » ou identité katangaise s'érodent progressivement. Deux ans après le découpage territorial qui l'a vu éclater en 4 nouvelles provinces, le Katanga vit ses clivages les plus prononcés. Ce qu'il en reste, dorénavant, ressemble à un souvenir lointain, et surtout des noms.



uni et fort en RDC, redoutent son extinction progressive, sinon rapide. Mais l'éditeur du journal « Le fédéral », le journaliste Jeef Mwingamb, veut croire encore à la survie de cette identité.

« L'esprit [Katangais] lui-même reste. Que l'on soit au Lualaba, dans le Haut-Lomami, dans le Tanganyika ou dans le Haut-Katanga, à Lubumbashi, les gens s'identifient au Katanga. J'ai entendu les dirigeants actuels de nouvelles provinces, explique le journaliste, dire que nous sommes les mêmes, katangais, malgré les divisions qui sont administratives. »

Rester Katangais, malgré tout

À Lubumbashi, à l'entrée du centre-ville, un monument représente quatre personnes, deux hommes et deux femmes. Elles forment un cercle, se tenant les mains en signe d'unité. C'est le monument de l'identité katangaise, au cœur du carrefour des avenues Kasapa, Msiri, Kilelabalanda et Lumumba.

Les auteurs de ce monument sont Moïse Katumbi et Gabriel Kyungu wa Kumwanza, derniers gouverneur et président de l'assemblée provinciale du Katanga. Ils l'ont voulu pour rappeler que « *malgré le découpage, nous sommes katangais.* » L'idée a fait rire, en cette année 2015, les détracteurs de ces leaders politiques en perte de grâce auprès du président Joseph Kabila, katangais lui aussi.

Ce que Katumbi et Kyungu redou-

taient n'a pas tardé à venir. Le découpage territorial a réveillé les démons des ethnies et tribus. Les katangais s'identifient, depuis, à leurs régions d'origine ou plutôt à leurs tribus. Ainsi, de nombreuses personnes ont préféré aller à Kolwezi, à Kalemie ou à Kamina pour y travailler. Aussi, généralement, les nouvelles administrations ont eu tendance à employer « les originaires » des provinces.

Identité katangaise, plus qu'« un esprit »... ?

L'identité katangaise s'en trouve à ce point où, des symboles d'unité comme la Fondation katangaise essayent d'éteindre les feux des ardeurs régionales. C'est à l'idée que les katangais existent encore. Mais en réalité, il ne reste que des amoureux du Katanga. Même les fédéralistes, soutenant un Katanga

Lubumbashi, la capitale du Katanga ?

Lubumbashi est devenu, comme les chefs-lieux d'anciens districts, la capitale du Haut-Katanga. L'idée n'arrange pas ceux qui tiennent la ville pour symbole du Katanga. Une province qui n'existe plus. Cela suscite parfois des remous. Lors de l'escalade verbale entre les pro-Félix Kabange et pro-Jean-Claude Kazembe, en décembre 2016, la ville a été présentée ne se trouvant pas au Katanga, mais dans le Haut-Katanga. Un rappel qui a rappelé aux Katangais que les temps ont changé, l'espace aussi.

Le Katanga, l'appellation reste encore pour désigner la région jusqu'en 2015, formant une seule province. Ils sont katangais, pour les habitants de Kinshasa, les originaires ou habitants de tout cet espace. De là d'ailleurs est née l'ap-

ESIS Salama, à Lubumbashi

15 ans d'Excellence dans l'enseignement supérieur

Quinze ans, c'est l'âge de l'École Supérieure d'Informatique Salama (ESIS) en 2017, depuis sa fondation en 2001-2002. Depuis, et mue par un esprit révolutionnaire, ESIS se voue au service d'une jeunesse responsable et pour l'excellence. Cette institution salésienne se distingue, en plus, comme un espace de culture, de formation intégrale et d'intégration professionnelle pour un Congo émergent.



Un étudiant de l'ESIS présente une maquette de bâtiments lors de la célébration des 15 ans de l'ESIS Salama, à Lubumbashi. Photo Fidèle Bwirhonde, 2017.

Samedi 10 juin 2017, comme pour mieux aborder le dernier virage vers les épreuves de fin d'année, ESIS a organisé une journée portes-ouvertes. Jubilé de cristal, l'école célèbre ses 15 ans. Pour exprimer son savoir-faire, l'école a exposé en 5 ateliers, des réalisations de ses étudiants, suscitant curiosités et envies. Les ingénieurs en herbes, quasi accomplis, ont présenté leur génie.

Un jubilé de cristal, ça se prouve à l'ESIS

Des créations logicielles (des programmes), mais aussi des maquettes de bâtiments, par exemple, les étudiants rivalisent d'innovation. Cela rime, et c'est le point commun pour plusieurs futurs ingénieurs, avec l'informatique, et les TIC particulièrement. Avec ses filières d'enseignement, Réseau, Génie logiciel,

Design et multimédia, ESIS revendique l'identité de meilleure dans l'ancien Katanga.

« J'ai inscrit ma fille à ESIS pour le renom que cette école s'est taillé en si peu d'années. L'école a la réputation de faciliter, en plus, l'intégration professionnelle après les études. Les jeunes sont aptes à créer leurs propres business. Je crois que ESIS est la meilleure école d'informatique chez nous », Pascal, un parent d'étudiant venu apprécier le travail de sa future ingénieure en design.

Investie dans « l'appropriation de la science informatique », ESIS prépare une jeunesse prête à « réinventer l'outil informatique » et à le « recontextualiser », explique le directeur de l'ESIS, le professeur Jacky Mpungu. Pour Patrick Mukendi, ancien secrétaire général acadé-

mique, « ESIS a de la technicité qui n'est plus à prouver. Mais, explique-t-il, elle doit garder le cap de l'excellence ».

15 ans après, ESIS lance le master en informatique

Déjà, dès l'année académique 2017-2018, l'ESI Salama mise sur « l'innovation » pour consolider les acquis de ses 15 ans. « Le bon travail déjà abattu, nous le voulons encore plus grand. Pour l'année académique prochaine, explique le professeur Jacky Mpungu, Directeur général de l'école, nous allons ouvrir un master avec trois grandes possibilités. Nous aurons les spécialités du Génie logiciel, Informatique appliquée à la gestion et, le Réseau et mobilité. »



Pr. Jacky Mpungu, DG de l'ESI Salama.

Il faut pour cela, un personnel formé. Le master a aussi cette vocation-là. La direction générale de L'ESIS dit davantage investir dans le renforcement de son équipe pour lui permettre de remonter son niveau, améliorer ses capacités déjà approuvées. L'heure est à la « définition d'un parcours plus grand pour demeurer plus haut », se fixe la direction de l'école.

Suite, page 9

Élections en RDC: incertitude et tergiversations

En décembre 2016, les négociations entre politiciens, sous la médiation catholique, la CENCO, avaient fixé les élections pour fin 2017. À moins de 7 mois de la fin de l'année, les perspectives ne rassurent plus. Les retards accumulés, y compris par la CENI censée publier le calendrier des élections, renforcent le scepticisme de ceux qui n'y ont cru guère.



Un agent électoral devant son ordinateur, en attente de candidat à l'enrôlement à Lubumbashi. Photo Didier Makal, 2017.

La RDC prépare son processus électoral, le premier depuis celui de 2011, émaillé de bien des irrégularités. La CENI, Commission électorale nationale indépendante, démarré bien tardivement la révision du fichier électoral, par l'enrôlement des électeurs.

Plus d'élections en 2017, ou presque

Censé être clos au 31 juillet, l'enrôlement pourrait bien aller jusqu'au dernier trimestre de l'année, à défaut d'être renvoyé aux calendes grecques. Puisqu'alors que le processus vient à peine de démarrer dans la capitale Kinshasa, rien n'a démarré dans les Kasai, région secouée par les violences Kamuina Nsapu.

Les élections en 2017, au final, même l'opposition réalise la difficulté, voire l'impossibilité. Le démarrage tardif de l'identification des électeurs dans la dernière phase

incluant Kinshasa et les Kasai, 6 provinces, place la CENI parmi les responsables de cette difficulté.

Les cinq provinces du centre du pays peuvent encore attendre, minée par l'insécurité. Mais pour l'opposition, cela ne peut justifier que la région attende son identification des électeurs. Elle évoque les violences plus sérieuses encore dans les Kivu, dans l'Ituri et dans une partie du Katanga, sans que cela n'ait gêné le processus.

Il suffit d'un peu de volonté politique

Responsable de l'Institut de recherche en droits humains, Me Hubert Tshiswaka pense que « *le salut du processus électoral est entre les mains des décideurs politiques.* » Tout est contenu dans l'Accord de la Saint Silvestre, sur la Transition, considère-t-il. « *Aucune disposition de cet accord n'a été prise en compte par "les signataires puissants", la majorité*

parlementaire, partant de la désignation du premier ministre, en passant par la description (du climat politique) jusqu'à la présidence du Conseil national de suivi de l'accord, aujourd'hui gâteau convoité », regrette Me Tshiswaka.

Les grands maux exigent les grands remèdes

Alors qu'elles accentuent la pression sur le pouvoir à Kinshasa, les puissances occidentales accusent les autorités de la RDC de retarder volontairement les élections. Mais à l'intérieur du pays, l'opposition et une partie de la société civile continuent aussi à presser. Elle soutient que voter est bien un droit qu'il faut défendre.

Mais le danger, dès lors, c'est de voir la RDC plonger à nouveau dans un cycle de manifestations suivies de répressions. « *Les lignes ne bougeront pas si le peuple ne change pas ses méthodes et techniques d'action* », fait observer Hubert Tshiswaka.

La RDC chemine peut-être de nouvelles confrontations violentes entre pouvoir et opposition. Cela dépend, toutefois, de la manière dont l'enregistrement des électeurs et la gestion du processus électoral seront gérés. Publier un calendrier électoral réaliste et sincère permettra peut-être à rassurer les protagonistes■

Richard Tujibikile

Société civile, il n'en existe pas en RDC

Un pays, une société civile : c'est en tout cas l'habitude normale à travers le monde. Et, qu'une société civile ait diverses organisations en son sein, cela passe. Mais il devient indigeste de n'en plus connaître le nombre et que ces organisations s'affrontent. Nous en arrivons à des sociétés civiles politiques, en plus de ne pouvoir s'unir...



Des danseurs traditionnels à l'accueil de Joseph Kabinga à Lubumbashi. Photo Didier Makal, 2016.

Une seule société civile, et plurielle à l'intérieur, est idéale. On en arrive à ignorer la frontière entre les vocations de la politique et des « sociétés civiles. »

Société civile pouvoir, civile opposition

Autant se fracturent, se trahissent et se poignent les politiques congolais, autant la société civile congolaise n'a pas réussi à exister longtemps en une seule famille. Une « *Société civile pouvoir* », une autre « *société civile opposition* », et même une société civile (*pas vraiment*) civile ! Tel est la photographie congolaise des organisations qui prétendent défendre les intérêts de la société, à l'idée que les politiques ne s'en soucient pas suffisamment.

Mille et une sociétés civiles ! De cette manière, c'est tout le leadership congolais, même véritablement honnête en termes de vision citoyenne de la société, est crédibili-

sé. Cela profite finalement aux politiques, en perte de confiance sociale, et craignant de nouveaux leaders qui leur fassent ombrage. Cette multiplicité de « sociétés civiles » n'a que dépouillé la société civile réelle de son sens premier pour devenir une savane où tout le monde est chasseur et proie. À l'origine de ce cafouillage qui donne le tournis, le rêve acharné d'entrer en politique et une la fabrication de soutien populaire de n'importe quel acabit.

À peine on se demande où est enterrée l'ancienne société civile, apparaît subitement une qui s'appelle « nouvelle ». Les confessions religieuses ont beau, elle aussi, appartenir à la société civile. Mais elles n'échappent guère aux maux de notre société.

(Se) diviser pour mieux régner !

La pensée n'aura pas réussi à ces

sociétés civiles « cupides » qui visiblement sont en déliquescence. La politique étant restée le seul domaine qui paie mieux, parce qu'on y vole bien souvent, tout le monde en rêve. Mais voilà que les entrées et ascensions se réalisent à coup de divisions. « Diviser pour mieux régner », le principe se décline aussi en « se diviser » pour la même fin, vue alors autrement. Se diviser, pour rester seul maître à bord et alors le seul qui soit courtoisé par les politiques. Adieux les anciens compagnons de lutte ! Tiré à l'infinie, la pratique devient virale et pathogène. Les sociétés civiles congolaises deviennent finalement de sociétés des ventres, parce qu'égoïstes et n'ont que peu de lien, ou pas du tout, avec la société congolaise sans emploi, oubliée, pillée, meurtrie.

Dans son livre « *Le temps des décisions 2008-2013* » paru en France en 2014, l'américaine Hilary Clinton parle d'un « *État responsable* », à « *économie ouverte* ». Mais aussi et surtout d'une « *société civile passionnante* » comme les pieds d'une « *société saine* ». Ces trois éléments donnent vie au « *Smart power* » ou le pouvoir intelligent. Mais de ce trépied, quel pied manque à la RDC ? Presque tout ? ■

Fidèle Bwirhonde

Les 4 grands destructeurs des forêts du Katanga

L'espace Katanga, région minière du sud de la RDC, vit une déforestation qui alarme constamment la société civile. Mais à côté des mines, l'agriculture itinérante et le charbon de bois sont plus destructeurs encore des forêts. Des campagnes de reboisements, en outre, peinent à constituer un réel espoir pour l'écosystème forestier régional.



Une souche d'un arbre, en périphérie de Lubumbashi, à côté d'un four de charbon de bois. Photo Auguy Kasongo, 2017.

Les forêts humides et claires (Miombo) du Katanga abritent plusieurs espèces végétales, mais aussi une faune importante. C'est le lieu de nombreux rongeurs, de grands et petits mammifères, des antilopes, et même des éléphants.

Strictelement réglementée durant la colonisation, la coupe de bois a explosée avec de nombreux conflits qui se sont succédé dans le Katanga. Mais, considère [le magazine Impact](#), le désordre dans l'attribution des contrats miniers a un impact très direct sur ces forêts fragiles. « *La relance du secteur minier, explique le magazine, trop souvent réalisée de façon anarchique, a également provoqué une forte dégradation des écosystèmes du Miombo.* »

Une dépêche de l'agence de presse PANA rapportait cette alerte de la société civile du Katanga, restée sans suite depuis 2008. « *Sociétés Groupe Bazano, TFM, Semex, Somika*

et Phelps Dodge, (...) font des prélèvements, des sondages et des déboisements à grande échelle, dénaturant la réserve et obligeant les éléphants qui constituaient une importante composante de la population faunique de la région à immigrer vers la Zambie. »

L'agriculture itinérante et le charbon de bois plus destructeurs des forêts

L'agriculture itinérante sur brulis passe au premier plan des [causes de déforestation dans le Katanga](#). C'est ce qu'indique une étude du ministère de l'environnement datée de 2012. Le charbon de bois arrive en deuxième position, juste avant la fabrication des briques, 3^e. L'exploitation artisanale du bois, le bois de chauffe, sont cotés à la priorité 4. Pareil pour l'exploitation minière et les feux de brousse, ex-aequo, comme priorité pour le Katanga.

Cela veut dire, en clair, que les

mines, bien que détruisant les forêts (4^e niveau), ne sont pas si pire que ne les présentent les activistes de la société civile. Le charbon de bois (principale source d'énergie en ville), combiné avec le bois de chauffe, utilisé en milieu rural comme source d'énergie, détruit plus que quiconque.

Bien plus, la déforestation aux fins de fabrication de charbon de bois (makala), la pollution minière, les feux de brousse, et [la fabrication de briques](#) sont aussi destructeurs des forêts. Le bois ou le charbon de bois sont, en effet, la principale source d'énergie pour cuire les briques.

Le Katanga (région minière) produit environ 323.000 tonnes de charbon de bois et 69.000 tonnes de bois de chauffage. C'est ce qu'indique une étude environnementale de la coopération allemande, GIZ, datée de 2014.

« *A considérer que l'agriculture constitue l'activité qui occupe la majorité des populations rurales, il y a à craindre la disparition rapide des forêts* », s'inquiète l'environnementaliste du Katanga Kut-a-Kut, contacté par [Info Congo](#).

Les mines, peu responsables dans le rétablissement des forêts

Mais si l'industrie minière est pointée du doigt, c'est parce qu'elle est la seule des destructeurs de forêts connus.

Suite, page 9

Les 4 grands destructeurs des forêts du Katanga

Suite de la page 8

Du point de vue économique, elle est la seule capable d'agir à grande échelle pour la protection de l'environnement. Elle a les moyens de replanter les bois, reforester. Mais bien souvent, ses actions sont trop faibles, ou maigres. En outre, la taxe pour l'environnement prévue par le code minier ne sert pas reboiser les zones minières.

Parmi les miniers, certains sont réputés pour le peu de responsabilité environnementale qu'ils affichent.

En 2011, un rapport de l'ONG CIFOR mettait en cause le commerce et les investissements chinois dans la déforestation au sein du bassin du Congo. La RDC a même fourni à la Chine 40% de ses ressources naturelles importées.

Dans son rapport de 2011, la Division post-conflit et gestion des désastres et le PNUE définissaient comme principaux acteurs de la déforestation, l'Agriculture et le bois. Puis, la population et « les

autres » secteurs parmi lesquels les mines■

Didier Makal

Congo Durable

Un site web

congodurable.net

Un Hebdomadaire

CD Hebdo

ESIS Salama, à Lubumbashi

Sponsorisé

15 ans d'Excellence dans l'enseignement supérieur

Innover pour se maintenir

Dans une ville qui compte désormais une dizaine d'institutions d'enseignement supérieur, Lubumbashi, l'École Supérieure d'Informatique Salama trouve sa particularité dans l'innovation. Innover permet alors de « surprendre », mais surtout d'aller de l'avant. « Nous incarnons l'art du beau et la décoration n'a plus de secret pour nous. Des maquettes maisons de vos rêves, l'habillage de vos événements, la photo professionnelle et bien plus, nous pouvons tout vous garantir », explique un étudiant dans l'atelier Design.

Le Directeur général de l'ESIS, le professeur Jacky Mpungu, parle « d'un esprit de compétitivité », avec des spécificités pour son institution « qui s'investit dans l'excellence » pour « un citoyen utile et inventeur ».

L'École Supérieure d'Informatique



Des étudiants devant un bâtiment de l'ESIS Salama à Lubumbashi. Photo Fidèle Bwirhonde, 2017.

Salama se maintient, à ce jour, au rang des meilleures institutions supérieures, dignes de partenariats avec de grandes firmes du secteur informatique■

Fidèle Bwirhonde



Écouter Bosco Mwenda wa Bayeke en 2017

La musique de Lubumbashi (lushoise) connaît une nette mutation remarquable, de Jean-Bosco Mwenda wa Bayeke à 2017. Deux époques que tout semble opposer, du style musical, à la guitare sèche de « Bosco », à la bouillante panoplie de genres et instruments de musique qui foisonne dans la ville. Que reste-il de cet artiste que d'aucuns considèrent comme un des pères, sinon le père, de la musique du Katanga ? Congo Durable a interrogé le journaliste Auguy Kasongo, auteur du documentaire « *Mwenda forever* », meilleur documentaire au 6^e festival des Etoiles, Cinétoiles, en 2016.



J. Bosco Mwenda dans le film « *Mwenda for ever* » d'Auguy Kasongo au 6e Cinétoiles à Lubumbashi. Ph. Didier Makal

Les pionniers de la musique du Katanga, de quoi parlaient-ils ?

La musique katangaise, celle des pionniers, et celle d'aujourd'hui, ont non seulement des différences, mais aussi de points communs. Sur le style, les pionniers, c'est-à-dire, Jean-Bosco Mwenda, Edouard Masengo Katiti, Losta Abelo, Baba Gaston... faisaient ressortir les sonorités des différents terroirs locaux. Les sonorités Bemba, Lamba, Sanga, Rund...

À part la guitare, ils utilisaient des instruments rudimentaires. C'est notamment du maïs dans une assiette qu'on secouait pour obtenir un son agréable. Sur le plan du fond, les artistes de la première vague traditionnelle appelaient leurs contemporains au respect des valeurs culturelles. C'est notamment le rôle d'une femme dans le ménage, la responsabilité de l'homme, le savoir-vivre. Ils dénonçaient également les maux et les dérives qui rognent la vie d'une communauté.

Et, quels rapprochements établissez-vous entre les textes musicaux d'antan et ceux

d'aujourd'hui, au Katanga ?

La plupart des chansons de prisonniers n'étaient pas écrites comme c'est le cas, pour certains chanteurs de nos jours. Il faut avouer que leurs chansons faisaient pratiquement la peinture de la société. De nos jours, rares sont les artistes qui véhiculent des messages utiles à la société. Je peux vous citer la chanson « *Kwetu* » de Sando Marteau, « *Honorable* » de Tshumani, « *Sida* » de Fitch One, Francesco Nchikala dans « *Karibu Kwetu* »... À mon avis, les artistes de cette génération, mine de rien, tentent tant bien que mal de marcher sur les pas des pionniers. Mais pour plusieurs, la sensualité et le sexe, le luxe, sont devenus tout de même les thèmes de prédilection sur lesquels sont bornés les jeunes.

Avec les influences des styles du Nigeria, de la Tanzanie, de États-Unis, d'Afrique du Sud... quelle identité pour la musique de Lubumbashi ?

Contrairement aux pionniers, les musiciens de notre génération

subissent beaucoup d'influences. Avec la foultitude des radios et télévisions, ils sont tentés d'imiter. La musique katangaise a perdu un peu de son âme. Les artistes sont libres d'emprunter les autres styles musicaux, mais à mon avis, ils peuvent aussi garder leurs repères. Pour pérenniser et sauvegarder le patrimoine musical katangais, les artistes devraient revisiter les répertoires des pionniers. Barbara Kanam en est un paradigme.

Et quand est-il de la danse pour les deux époques ?

À l'époque des pionniers, la danse est caractérisée par la simplicité. Elle n'est pas énergique et presque pas obscène. À ce jour, la danse est très obscène. Elle est devenue essentiellement sexuelle.

Et pour terminer, que suggériez-vous aux jeunes artistes musiciens qui en plus des influences étrangères, subissent celles de Kinshasa ?

Il faut d'abord savoir que les kinois étaient ouverts déjà aux médias, même de Lubumbashi. C'est bien ce qui explique l'influence de la musique kinoise à Lubumbashi. Et pour nos jeunes artistes musiciens, ils doivent écouter non seulement les pionniers, mais aussi les autres musiciens du pays, d'Afrique et du monde. Au final, la modernité et la diversité culturelle sur permettent d'enrichir notre musique, même en parlant de son identité■

Propos recueillis par Arsène Bikina

Exétat : mille et une façons de se préparer

Se préparer sérieusement pour réussir aux examens d'État, Exétat, chaque finaliste du secondaire y va à sa manière. La veille de ces épreuves, les candidats au baccalauréat congolais peaufinent leurs stratégies. Entre idées reçues, préjugées et convictions personnelles, le succès scolaire paraît comme la résultante d'efforts parfois ne dépendant pas des candidats. Il ne demanderait pas seulement de lire un bouquin ou un cahier, mais d'être pieux, par exemple.



Des finalistes du secondaires dans une classe de Lubumbashi. Photo Didier Makal

Les examens d'État, édition 2017, commencent le 19 juin. C'est le dernier virage pour les candidats en préparation intense depuis au moins une année. Pour certains, réussir à ces épreuves est une affaire de chance. Pour d'autres, c'est plutôt se creuser les méninges. Des élèves rencontrés dans quatre écoles différentes partagent leurs conceptions de la réussite aux Examens d'État.

Préparation, oui, mais on prie Dieu

Au Complexe Scolaire (CS) La Source, au quartier Gbagdolite, Élysée Tshibanda a désormais un œil sur l'université. Le diplôme d'État qu'elle attend devrait lui ouvrir cette porte. Outre les cours qu'elle a eus, il s'entraîne à résoudre des questionnaires d'Exétat des éditions passées. « Nous sommes prêts. La vérité c'est qu'au Congo les examens d'État sont une affaire

spirituelle et on se prépare aussi spirituellement. »

Yagola Godet a lui aussi mordu à la prière pour soutenir sa préparation. Avec ses condisciples, quatre au total, ils ont passé une nuit à prier, invités par un pasteur. « L'idée était de prier pour la réussite aux examens. »

Nicodème Makila, finaliste au CS Gerموir, au Quartier Hewa bora, pense tout le contraire. « Ce n'est pas le moment de la prière, les Exétat. Car elle ne doit pas être occasionnelle. La réussite aux examens d'État est fonction d'une lecture responsable. Pour mieux me préparer, j'ai réduit le nombre d'heures de sommeil au profit de ma lecture, et la prière vient sanctionner ma révision ». Pour lui, se préparer à domicile reste la meilleure des pratiques.

Murir ses leçons assimilées la veille des Exétat

Pour Louise Malu, élève du CS Lemera au quartier Kasapa, à deux semaines des épreuves, le temps de préparation est passé. « Aucune méthode ne permettrait de maîtriser tout ce qu'on voudrait lire. L'essentiel est d'accorder de la valeur à la lecture des cours dont on avait déjà la maîtrise. » La prière, explique-t-il, viendrait alors la réussite.

Sarah Chabala étudie au CS Flora. Son école organise plusieurs séances de cours supplémentaires pour les finalistes. Depuis le début du mois de juin, ils ont ralenti le rythme. Cela, explique la finaliste, pour « éviter la confusion et le surmenage. Nous avons fait notre part, à Dieu le reste pour aider au jour des examens proprement dits. »

Les méthodes sont nombreuses. Plusieurs candidats au bac congolais pensent que Dieu a une part importante dans leur réussite, même s'ils n'ont pas, pour cela, cessé de lire leurs cours■

Arsène Bikina et Willy Mbuyu

Abonnez-vous à

CD Hebdo

À partir de 5 USD

Et profitez en plus de notre édition électronique

Ecofoot Katumbi, un champion sans finale

Ecofoot Katumbi a remporté le championnat provincial de Katanga pour l'édition 2017, sans jouer la finale. Les Académiciens ont profité du double forfait infligé à son adversaire Kilimandjaro de Likasi et à Manika de Kolwezi. Une décision rendue par la Lifkat à la veille de la finale.



Présentation de la coupe lors de la finale Mazembe-Bejaia en Caf C2 à Lubumbashi. Photo Didier Makal, 2016

La phase finale du championnat provincial de football du Katanga, Lifkat, a eu lieu à Kolwezi. Ecofoot Katumbi a validé son ticket en finale après avoir battu Blessing à la séance de tirs au but (4-3, après 2-2 au temps réglementaire). Pour sa part, Kilimandjaro de Likasi a éliminé, sur le terrain, Manika de Kolwezi par 2-0.

Des champions « fabriqués » à la Lifkat

La finale devait opposer donc Ecofoot Katumbi à Kilimandjaro, le mardi 6 juin 2017. Mais, le 5 juin, la Ligue du football du Katanga, Lifkat, a disqualifié les Montagnards de Likasi après des cas des joueurs non en ordre alignés. Du coup, Ecofoot Katumbi est sacré championne.

La méthode est suspectée. Pour le journaliste Fanfan Bitangilayi d'Héritage TV, « c'est devenu une habitude, très normale à la Lifkat d'avoir un champion un tout petit peu fabriqué... » Il y a 4 ans, en effet, Don Bosco de Lu-

bumbashi avait été presque fabriqué dans les mêmes conditions, explique le journaliste. « L'année passée, c'était le même scénario. Donc, 4 ans de suite, on est en train de vivre la même chose ». De quoi suggérer, pour le journaliste, une « mise à niveau de secrétaires de tous les clubs » du championnat pour éviter des irrégularités administratives.

Journaliste à Hosanna RTV, Albert Mbayu considère qu'il est nécessaire de réformer les textes régissant le football congolais. Ils sont « vétustes », selon lui. « Nos textes ont tellement vieilli. On ne sait pas s'adapter à la réalité mondiale et continentale » du football, commente-t-il.

Clubs peu fiables, peu viables

Plusieurs équipes ont participé à ce championnat parce qu'estimées techniquement et financièrement fiables et viables. D'après le règlement de ce championnat provincial de football, seuls les 1^{er}, 2^e, et 3^e en ordre utile de leurs ententes (urbaines) respectives, devaient prendre part à la compétition. Le règlement insiste aussi sur le détenteur du trophée l'édition précédente de la Lifkat.

« Il y a eu une mauvaise interprétation de cette disposition du règlement », estime le journaliste Fanfan Bitangilayi. « Les équipes prises conformément à ce statut, explique-t-il, Blessing, Soger, As Bantoue ... ont péché (par l'utilisation des joueurs irréguliers au championnat de la Linafoot, Ndlr). On devra laisser le critère de la "méritocratie" primer. »

En somme, le football congolais fait face à des sélections peu rigoureuses des équipes membres. La conséquence c'est que le championnat s'achève en catastrophe, et l'image du football en souffre. Vainqueur sans péril, et hors du stade, Ecofoot Katumbi n'a pas eu le temps de célébrer sa victoire■

Alain Basila

Abonnez-vous à

Congo Durable Hebdo et à tous les services numériques

Notre site: congodurable.net

Email: redaction@congodurable.net